



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1464

15 octobre 2020

- **Multiplication de crimes spectaculaires sur le territoire national**
- **Appel international à la mobilisation contre l'ingérence des États-Unis d'Amérique dans les affaires internes des pays des Caraïbes**
- **Environnement : L'Agerca préconise une gouvernance intégrée des risques de catastrophe en Haïti**
- **Genre : Les Nations Unies appellent à intensifier la lutte contre les violences faites aux filles en Haïti**

>> Multiplication de crimes spectaculaires sur le territoire national

Eric Elias Diogène, alias Rico, un des gardes du corps du sénateur Youri Latortue, opposant farouche de l'équipe *tèt kale* au pouvoir, a été assassiné de plus d'une vingtaine de balles, vers 18h, le 12 octobre à Delmas 64 (Pétionville), par 2 individus circulant à moto. L'agression a eu lieu, près du bureau de son parti politique *Ayiti an aksyon* (AAA). « Crime crapuleux, un assassinat politique, une attaque visant le sénateur Youri Latortue ». Eric Diogène est mort, laissant une femme et 4 enfants. Blessé lors de cette attaque armée, Dieuseul Dupras, un autre employé du sénateur Youri Latortue, a subi une intervention chirurgicale à l'hôpital. Depuis le 13 janvier, quand Jovenel Moïse a déclaré la caducité du parlement, les policiers nationaux qui assuraient la sécurité du sénateur ont été déplacés. Ces derniers mois, les crimes spectaculaires sont très fréquents en Haïti. Samedi soir 10 octobre, vers 23 h, des bandits armés circulant à moto, ont ouvert le feu sur des voyageurs en provenance de Port-au-Prince, qui venaient d'arriver vers la place de Vertières au Cap-Haïtien. Claudette Prévil et Thomas Lozier, qui rentraient des États-Unis, ont été tués sur le coup. Le 9 octobre, la justice et la police ont découvert le corps de Pierre Édouard Rosier dans un appartement, à Pétionville (à l'est de Port-au-Prince). Le maquilleur professionnel surnommé Maïkadou a été retrouvé avec un trou dans la tête. Dans la nuit du 6 au 7 octobre, [des gangs armés ont abattu plus de 10 personnes et incendié plus de 1500 maisons dans la troisième section communale de Saint-Louis du Nord / Nord-Ouest d'Haïti](#). Le 2 octobre, l'étudiant Grégory Saint-Hilaire a été tué dans l'enceinte même de l'École normale supérieure (ENS) de l'Université d'État d'Haïti (UEH). Il a été atteint d'une balle dans le dos, par des agents de l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN), [d'un type de fusil, dénommé « Colt M4, une arme de guerre utilisée par des forces spéciales des Forces armées en guerre »](#), souligne l'organisme de défense des droits humains *Fondasyon je klere*. Dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 septembre 2020, le pasteur Jean-Philippe Quétant et sa femme Herna Plancher, qui venaient de rentrer des États-Unis, ont été assassinés à Onaville 18, à Croix-des-Bouquets (nord-est de Port-au-Prince). Dans la soirée du vendredi 28 août, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, [Me. Monferrier Dorval, a été assassiné, par des individus armés, en sa résidence privée, à Pèlerin 5, dans la même zone où habite le président Jovenel Moïse](#), à Pétionville. Par ailleurs, [le Rectorat de l'Université d'État d'Haïti déplore des attaques de ses locaux, de la part d'une dizaine d'individus à motos, les 5 et 6 octobre](#). Au-delà de la prolifération des armes, l'impunité dont bénéficient les gangs armés depuis plusieurs années, constitue une préoccupation majeure de la population en Haïti.

>> Appel international à la mobilisation contre l'ingérence des États-Unis d'Amérique dans les affaires internes des pays des Caraïbes

L'Assemblée des peuples des Caraïbes (APC) appelle tous les peuples des Caraïbes à se mobiliser contre la politique des États-Unis d'Amérique, particulièrement l'administration du président Donald Trump dans les pays des Caraïbes, fait savoir Camille Chalmers, membre du Comité exécutif régional de l'APC. Cette Assemblée se prépare également à appuyer la mobilisation du peuple haïtien, le samedi 17 octobre, pour dénoncer le régime politique tèt kale au pouvoir et les massacres contre la population, ajoute-t-il. Elle appelle à la mobilisation pour la défense de la souveraineté d'Haïti, et à la solidarité envers le peuple haïtien, qui exige des réparations pour les méfaits de l'épidémie du choléra. La solidarité internationale est aussi exprimée en faveur de la résistance du peuple vénézuélien face aux agressions américaines, de la mobilisation contre le blocus criminel à l'encontre de Cuba, entre autres. « Les États-Unis militent activement, aujourd'hui, à travers son secrétaire d'État Mike Pompeo, pour la destruction de la Constitution haïtienne de 1987 », dénonce Chalmers Il critique l'appui, sans réserve, des États-Unis d'Amérique au « pouvoir décrié, illégal, illégitime et sanguinaire » de Jovenel Moïse et du Parti haïtien tèt kale (PHTK). Les agressions des États-Unis dans les Caraïbes prennent diverses formes, dont « la forme militaire, de dette, d'occupation économique et d'industrie minière, le pillage des ressources humaines à travers la migration, la politique raciste et anti-migration, entre autres ». L'Assemblée des peuples des Caraïbes se déclare soudée à son engagement de défense de la souveraineté, de la dignité et de l'humanité des pays des Caraïbes. L'APC renouvelle son opposition à la politique des États-Unis, qu'elle décrit comme « un ensemble de tactiques de harcèlement par un pouvoir impérialiste, qui pense que les Caraïbes lui appartiennent ». Elle entend mobiliser la diaspora caribéenne aux États-Unis, pour voter contre les Républicains dans les scrutins à venir, compte tenu de leurs politiques qui menacent les peuples des Caraïbes. [Une lettre ouverte sera adressée en ce sens, à la diaspora caribéenne aux États-Unis, pour les appeler à « jeter Trump aux poubelles »](#). D'autres actions concrètes de pression et de mobilisation de l'APC sont en préparation, seront communiquées à tous les responsables, chefs d'État de la Communauté caribéenne (Caricom), afin que tous les mouvements sociaux dans les Caraïbes prennent en compte les thèmes de ces mobilisations dans leur agenda.

>> Environnement : L'Agerca préconise une gouvernance intégrée des risques de catastrophe en Haïti

L'Alliance haïtienne pour la gestion des risques et la continuité des activités (AGERCA) appelle à une gouvernance intégrée des risques de catastrophe en Haïti, à l'occasion du 13 octobre, journée mondiale de la Réduction des risques de catastrophe. « La gouvernance des risques de catastrophe ne se limite pas seulement au niveau des autorités étatiques d'un gouvernement, mais de toutes les couches de la population, pour avoir ce qu'on appelle une gouvernance intégrée ». Elle recommande de prendre en compte, lors des prises de décision, le Partenariat public privé (PPP) et aussi les intérêts de la société civile. Elle souligne combien une stratégie de gouvernance intégrée pourrait avoir un impact positif dans la construction de la résilience du pays, par rapport au niveau de la vulnérabilité d'Haïti face aux risques de catastrophe. « Ces cent dernières années, une centaine de catastrophes ont causé la mort à plus de 250 000 personnes, des pertes et dommages matériels énormes, notamment au niveau du logement, de l'agriculture et des infrastructures ». En termes de dispositifs, pour une meilleure gestion des risques de catastrophe en Haïti, le plan national de gestion des risques de catastrophe, publié récemment par la Direction de la protection civile, devrait apporter une grande contribution dans le cadre de la gouvernance des risques dans le pays, espère l'AGERCA. [« La prévention des risques de catastrophe en Haïti ne va pas se faire seulement avec les actions, entreprises par les autorités étatiques, mais aussi avec toutes les actions quotidiennes, tout en évitant de s'exposer à des dangers »](#).

>> Genre : Les Nations Unies appellent à intensifier la lutte contre les violences faites aux filles en Haïti

A l'occasion de la journée internationale des filles, le dimanche 11 octobre, l'Organisation des Nations Unies encourage à renforcer la capacité de décision des filles concernant leur corps et leur vie. Elle lance un vibrant appel à toutes les actrices et à tous les acteurs nationaux, pour mobiliser la contribution des filles à la construction d'une nation haïtienne forte et égalitaire. [« Les filles du monde entier et d'Haïti notamment élèvent leurs voix et parlent de leurs besoins et de leurs ambitions pour un monde nouveau. Il est temps, pour nous, de les écouter »](#), indique le communiqué de l'ONU.